

Afrique / Ouganda

Cauchemar et espoir

Dans le cadre d'un récent séjour en France, Margaret Nakato, responsable de la KWFDA (groupement des femmes de Katosi pour la pêche et le développement) a pu rencontrer, en Bretagne notamment, des pêcheurs, des consommateurs, des associations et aussi Hubert Sauper, le réalisateur du Cauchemar de Darwin, un film documentaire marquant et controversé sur la pêche de la perche du Nil dans le lac Victoria. Au cours de cet entretien du 18 octobre 2005, Margaret parle de ce film et de l'importance du renforcement des réseaux de femmes de la pêche dans les pays du Sud.

par Alain Le Sann, du Collectif Pêche et Développement, membre de l'ICSF

Tu as pu voir le film *Le Cauchemar de Darwin* avec les membres de la coopérative. La réalité décrite correspond-elle à ce que vous vivez ?

MN : Globalement, oui. Le film montre bien que la richesse générée par la perche du Nil n'a pas eu de réels effets positifs pour les communautés de pêcheurs. Seuls les Européens, les industriels qui transforment en filets et le gouvernement en profitent réellement. En Ouganda, la pêche représente près de 20% du PIB: c'est donc une ressource majeure. A Katosi nous pêchons la perche, mais la route est toujours en mauvais état et la majorité des pêcheurs continue à boire l'eau polluée du lac. Il y a cependant une différence entre Katosi et Mwanza au Kenya : chez nous, les enfants ne sont pas abandonnés dans les rues. En ce qui concerne le sida, les pêcheurs sont deux fois plus atteints que le reste de la population ougandaise ; ils ont été moins touchés par la campagne contre le sida qui a permis en Ouganda de réduire l'impact de la maladie.

Le film montre que les femmes sont aussi particulièrement défavorisées par le développement des exportations de perches du Nil. Est-ce aussi votre analyse ?

MN : Tout à fait ! Avant le boom de la perche et des exportations vers l'Europe, les femmes assuraient le fumage du poisson et ensuite la vente jusque dans les pays alentour (Congo...). Cette activité leur assurait un revenu et permettait de nourrir la population. Aujourd'hui bien des fours sont éteints et il est de plus



en plus difficile pour les gens d'avoir du poisson à manger. Les pêcheurs préfèrent le vendre aux exportateurs. De plus, la perche du Nil a diminué l'importance des espèces consommées localement. Les femmes ont été obligées de fumer du poisson immature et elles subissaient la répression des agents du gouvernement. C'est pour cela que nous avons cherché à créer de nouvelles activités en demandant aux femmes de refuser le poisson immature.

Certains en Europe proposent le boycott de la perche du Nil. Qu'en penses-tu ?

MN : C'est une question intéressante, et elle mérite d'être discutée. Personnellement, je suis plutôt réservée, car la perche reste une source de richesse importante pour nos pays, et il est difficile de s'en passer. Mais il faut développer un commerce plus équitable, permettre aux pêcheurs d'être rémunérés, d'avoir une maîtrise plus grande de leur activité. Si, dans nos discussions, les pêcheurs et leurs communautés estiment qu'il faut appeler au boycott, pourquoi pas ; mais c'est à eux d'en décider, en tenant compte de tous les éléments. Pour nous, il faut surtout diminuer la dépendance des familles vis-à-vis de la pêche. Nous encourageons les femmes qui abandonnent leur travail de fumage à développer de nouvelles activités dans l'artisanat, l'agriculture, le commerce. D'autant plus que nous ne sommes pas à l'abri d'un appauvrissement du lac, déjà fortement pollué. Il faut pour cela des financements et des soutiens. L'Union européenne ne doit pas seulement soutenir les entreprises pour la mise aux normes : elle devrait aussi soutenir les pêcheurs et leurs familles pour améliorer leur sort.

Que fait votre organisation pour cela ?

MN : Nous avons mis en place des systèmes de crédit pour créer des activités qui génèrent des ressources. Nous regroupons aujourd'hui 198 femmes. Nous avions au départ plusieurs bateaux de pêche ; il ne nous en reste que deux parce que l'activité manque de rentabilité. Nous préférons aujourd'hui développer l'élevage. Une vache coûte 600 €. Lorsqu'une vache a donné une génisse, cette dernière est cédée à une autre famille, et ainsi de suite pour élargir le cercle des bénéficiaires. Maintenant les familles nous disent : même si nous n'avons pas d'argent, il nous reste le lait de nos vaches. La production de vanille a aussi été développée, mais les prix de cette denrée se sont effondrés. Nous aimerions développer l'aquaculture. Nous avons mis en place l'accès à l'eau potable par des réservoirs. Les gens paient une somme modique qui devrait nous permettre de développer ce système. Sans cela, les familles se servent de l'eau du lac, très polluée. Pour tous ces projets, nous avons besoin d'argent.

Tu fais partie du Forum Mondial des Pêcheurs, dont tu es la vice-présidente. Est-ce que cela est utile pour ton action sur le terrain ?

MN : Oui, bien sûr ! Pour nous organiser face aux industriels de la transformation, nous avons besoin de connaître les prix et les circuits de distribution, d'être au courant des législations de l'OMC, de l'Union européenne. Nous devons pouvoir prendre en main notre avenir, en débattre avec les pêcheurs des autres pays. Nous devons faire face à la gestion des ressources, aux programmes mis en place par le gouvernement, comme les comités de gestion des sites de débarquement (Beach Management Units). Il y a aujourd'hui des menaces de privatisation de nos ressources. Nous avons tous ces problèmes en commun avec les pêcheurs artisans du monde entier. C'est aussi grâce à ces réseaux que nous avons pu voir *Le cauchemar de Darwin* et le présenter aux pêcheurs et aux femmes de notre groupement. La perche du Nil suscite des questions chez nous comme chez vous, et il est important que les pêcheurs et les femmes du lac Victoria puissent réagir et donner leurs points de vue, comme ils l'ont fait dans le film que nous avons réalisé après cette projection.

Pour contacter Alain Le Sann, taper ad.lesann@wanadoo.fr